



Paris, le 22 décembre 2014.

<< Dès ce soir, le ministre de l'intérieur a donné des instructions à tous les préfets, aux directeurs généraux de la police nationale et de la gendarmerie nationale et au préfet de police pour renforcer les mesures de sécurité des personnels, au sein des services de police et des unités de gendarmerie comme sur la voie publique. **Bernard Cazeneuve a également demandé au directeur général de la sécurité civile et de la gestion des crises, comme aux préfets de département, de sensibiliser parallèlement les maires et les présidents des services départementaux d'incendie et de secours pour que des mesures de même nature soient prises afin de garantir la sécurité des policiers municipaux et des sapeurs-pompiers, également exposés à raison de leur tenue d'uniforme.** >>

Par ces mots, le Ministre de l'Intérieur semble découvrir que le pays est en proie à l'insécurité. En proie à l'insécurité, face à la montée du radicalisme religieux et des tensions communautaires, mais pas seulement.

L'Insécurité est partout, vols avec violences, agressions, cambriolages, braquages etc... et il aura fallu qu'un fanatique religieux, s'introduise dans une institution de la République, s'attaque à des fonctionnaires pour que le Ministre se réveille.

Le SDPM voudrait rappeler que l'insécurité existait bien avant ce fait divers qui malheureusement heurte les consciences et qu'il ne faut pas que celui-ci soit le paravent ou le contre-feu qui focalise l'opinion et masque l'état désastreux de notre pays.

Le radicalisme religieux existe, il faut s'en inquiéter et prendre le sujet à bras le corps, mais il n'est pas né subitement le samedi 20 décembre 2014 ; tout comme il ne faut pas oublier la désertification des forces de sécurité d'état sur la voie publique, ce qui laisse les services de police municipale seuls face à la délinquance qu'ils subissent de plein fouet.

Ainsi, l'on doit s'alarmer du fait que le Ministre ne demande qu'aux Préfets de **"sensibiliser"** les maires à la protection de leurs agents. Mais les mots, Monsieur le Ministre, n'ont jamais sauvé la vie d'un seul Homme, d'un seul flic.

Depuis des années, le SDPM dénonce avec véhémence l'insécurité de notre pays et les moyens dérisoires qui sont attribués à la Police Municipale et qui aujourd'hui est la première force de sécurité sur la voie publique. Car la population doit savoir, et nous allons le marteler, croyez-nous bien, que les forces d'Etat (Police et Gendarmerie Nationales) ne sont jamais plus de 5000 effectifs sur la voie publique selon la Cour des Comptes, alors que la Police Municipale constitue une force de 20 000 femmes et hommes consacrés pleinement à prévenir et à lutter contre l'insécurité sur l'espace public.

Puisque que le Ministre a pleinement conscience, désormais, du danger auxquels sont exposés les Policiers Municipaux, qu'il prenne ses responsabilités !

Que tout d'abord, le Ministre arrête de militer contre notre projet de Police Territoriale qui est un projet ambitieux de réforme de la sécurité publique, où les maires devront s'investir dans l'effort de sécurité, **parce que c'est une nécessité absolue pour l'intérêt commun** : ce n'est pas les quelques 500 effectifs recrutés par an dans les forces d'état qui changeront la donne, ce n'est qu'une goutte d'eau diluée dans un océan.

Que Le Ministre prenne ses responsabilités, en ne militant pas contre l'armement obligatoire, l'école de formation, la réforme statutaire de notre corps de sécurité publique, simplement pour faire plaisir aux maires qui ne veulent pas entendre parler de sécurité, pour des intérêts politiques dissimulés derrière une idéologie biaisée.

La sécurité est l'affaire de tous, et surtout de la République ! Les Maires sont les premiers représentants de cette République et ils doivent s'engager dans la lutte pour le respect de ce droit primordial qu'est la sécurité de leurs concitoyens.

Sans sécurité, pas de liberté. La terreur est aliénante, la terreur détruit la société, la terreur est l'ennemi de l'épanouissement. Sans sécurité, pas d'économie. C'est une réalité que chaque commerçant de France vous rappellera, Monsieur le Ministre.

Quand la sécurité aura repris "les quartiers" l'économie et la vie sociale s'y réimplantera.

L'Etat ne doit plus faire allégeance à la politique mortifère du lobby des maires qui ne voient que leurs fauteuils en renvoyant la sécurité à l'Etat !

Mais il est désormais temps de comprendre que vider les prisons, ne constitue pas une évolution positive pour la société. Il faut revenir aux fondamentaux, au bon sens commun, pour comprendre que lorsqu'un délinquant est écarté de la société il n'est plus néfaste pour elle. Si certains pensent aux droits individuels, qui sont importants pour la société, qu'ils pensent d'abord aux droits des victimes, et au droit de chaque individu de vivre paisiblement !

Assez de paroles ! Des Actes !



WWW.SDPM.NET